



HAL
open science

Leçons tirées de la pandémie du coronavirus COVID 19 en Europe. Défaire l'économie pour reconstruire le capital humain

Paulin Ibanda Kabaka

► To cite this version:

Paulin Ibanda Kabaka. Leçons tirées de la pandémie du coronavirus COVID 19 en Europe. Défaire l'économie pour reconstruire le capital humain. 2020. hal-02681607

HAL Id: hal-02681607

<https://hal.science/hal-02681607v1>

Preprint submitted on 9 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La pandémie du coronavirus COVID 19 en Europe. Leçons tirées de l'option de défaire l'économique en vue de reconstruire le capital humain

Dr Paulin IBANDA KABAKA

Mail : ibandapaulin@yahoo.fr

0.Introduction

Après son début en octobre 2019¹, le coronavirus COVID 19 est arrivé insidieusement dès décembre 2019 en Europe², et ébruité officiellement à partir de janvier 2020 par la Chine, son pays d'origine, le virus qui a finalement été dénommé par l'Organisation mondiale de la santé, en sigle OMS, COVID 19, en référence à l'année 2019 dont il tire son déclenchement, a paralysé la vie des populations, des administrations et des entreprises européennes à partir de mars 2020. Aucun pays européen n'y avait échappé car tous les pays y étaient confrontés comme dans les animaux malades de la peste.

Les mesures prises par les différents gouvernements occidentaux ont eu pour effet de confiner les populations et de neutraliser les activités économiques. Chose qui était impensable en janvier 2020. En effet, cette pandémie du COVID 19 a imposé aux différents Etats d'appliquer un

¹ Plusieurs sportifs internationaux rassemblés à Wuhan pour les Jeux militaires en octobre dernier, notamment des sportifs français, affirment avoir eu des symptômes similaires à ceux du CoVid-19 à cette époque. "On était à Wuhan pour les Jeux mondiaux militaires fin octobre, explique au Parisien Elodie Clouvel, championne du monde de pentathlon moderne. Et, en fait, il s'avère qu'après on est tous tombés malades. [...] J'ai eu des trucs que je n'avais pas eus avant. On ne s'est pas plus inquiété que ça parce qu'on n'en parlait pas encore. [...] Il y a beaucoup d'athlètes des Jeux mondiaux militaires qui ont été très malades. On a eu un contact avec le médecin militaire récemment qui nous a dit : 'je pense que vous l'avez eu parce qu'il y a beaucoup de gens de cette délégation qui ont été malades.'" Disponible sur <https://www.doctissimo.fr/sante/news/coronavirus-patient-zero-france>. [Consulté le 31 mai 2020].

² Venu de Chine où il a vu le jour probablement en octobre 2019, le premier cas de COVID 19 constaté en France date de décembre 2019. En effet, les récentes déclarations d'un chef de réanimation pourraient changer la donne. Interviewé par BFMTV le dimanche 3 mai, le professeur Yves Cohen, exerçant dans les hôpitaux Avicenne à Bobigny et Jean-Verdier à Bondy, en Seine-Saint-Denis, a affirmé qu'**un premier cas de CoVid-19 avait été identifié en France dès le 27 décembre 2019**. "On a repris toutes les PCR testées chez des patients atteints de pneumonie en décembre et janvier dont les résultats étaient négatifs, a-t-il expliqué. Les PCR ne sont pas faites pour le CoVid-19, mais pour la grippe et d'autres coronavirus. Et sur les 24 patients, nous avons eu un cas positif au CoVid-19, le 27 décembre, quand il était hospitalisé chez nous, à Jean-Verdier." Disponible sur <https://www.doctissimo.fr/sante/news/coronavirus-patient-zero-france>. [Consulté le 31 mai 2020].

interventionnisme économique et social sans précédent dans leur économie au moment où la théorie économique qui était d'application dans la quasi-majorité de ces Etats est le libéralisme économique.

En effet, le libéralisme économique met au centre de ses activités la recherche du profit notamment en faveur des capitalistes (investisseurs, actionnaires) tout en négligeant les apporteurs de la force de travail qui sont les salariés (ressources humaines). En revanche, avec l'interventionnisme économique qui a permis aux Etats d'agir dans l'économie et de s'occuper du social des populations, c'est désormais le capital humain qui est privilégié. Par capital humain, il faut entendre toutes les aptitudes incorporées aux individus qui les rendent efficaces dans la participation aux activités productives et qui résultent des investissements réalisés dans l'éducation, la formation professionnelle et le système de santé.³

Dans le cadre de cette étude, les effets du paradigme néolibéral sur le système socio-sanitaire (I) seront étudiés puis il sera analysé la contribution de la pandémie liée au coronavirus COVID 19 dans la future résurgence des politiques pro-humaines en Europe.

1. Les effets du paradigme néolibéral sur le système socio-sanitaire

Pour appréhender les effets du libéralisme économique sur le système socio-sanitaire, seront relatés son règne en Occident (A) et son impact négatif sur les politiques sociales (B).

A. Le règne du libéralisme économique dans les politiques publiques en Occident

Le libéralisme économique est la conception économique qui est fondée sur la liberté d'entreprendre ainsi que sur la liberté de commerce et de l'industrie. Il s'agit d'une théorie économique qui encourage l'initiative privée et qui décourage l'intervention de l'Etat dans l'économie⁴. En vertu de cette théorie, c'est aux agents économiques privés de faire tourner l'économie en se conformant aux lois du marché, c'est-à-dire celles qui permettent d'obtenir les prix des biens en confrontant l'offre et la demande des biens et services.

³ Lire à ce propos K.D.A. LOGOSSAH, « Capital humain et croissance économique: une revue de la littérature », in *Économie & prévision*, 1994, vol. 116, no 5, pp. 17-34.

⁴ Lire à ce propos P RONSANVALLON, *Le libéralisme économique*, Paris, Poche, 1989. P. IBANDA KABAKA, *Droit public économique congolais. Du laisser-faire à la régulation*, Paris, Edilivre, 2019, p.19.

Avec la mondialisation qui s'est installée dans les économies à travers le monde, on voyageait vite, les biens et services passaient rapidement d'un pays vers un autre, si bien qu'il était devenu difficile de mettre en place des mesures de politique économique protectionnistes.

Il convient de relever aussi que la survenance de la mondialisation est consécutive à l'effondrement du bloc soviétique vers la fin des années 1980. Dès lors, une sorte de pensée unique s'était installée dans l'économie mondiale et cette pensée ne cessait de prôner la suprématie du libéralisme économique sur la collectivisation des moyens de production.

En Europe, la Commission européenne qui conçoit la majorité des politiques publiques et économiques est d'obédience libérale. Ainsi, elle réclame que les Etats participent le moins possible dans le fonctionnement de l'économie. Par ailleurs, conformément au Traité de Maastricht de 1993 qui a présidé à l'instauration de l'Euro (€), des critères de gestion ont été imposés aux différents Etats notamment maintenir les déficits publics annuels à 3 % du produit intérieur brut (P.I.B., soit la richesse produite au sein de l'économie) et garder la dette publique en dessous de 60 % du P.I.B. pour qu'elle soit soutenable.⁵

Ces politiques libérales dans la gestion publique avaient certainement des effets négatifs sur la vie des habitants.

B. Impact négatif du libéralisme économique sur les politiques sociales en Europe

Evoluant dans un courant libéral de conception de leurs politiques publiques, les différents Etats européens n'ont cessé de prendre de mesures à tendance libérale confirmée.

Sur le marché du travail, il fallait à tout prix tendre vers la « flexisécurité » afin de permettre aux entreprises de recruter et de licencier les individus ou salariés en effectuant moins de formalités possibles. C'est le sens des réformes effectuées en France en 2018, un an après l'arrivée du Président Emmanuel MACRON au pouvoir.

Dans le domaine sanitaire, si nous prenons l'exemple de la France, plusieurs milliers des lits d'hôpitaux ont été fermés et du personnel de santé a été réduit depuis 2007 en application de la politique de remplacement d'un fonctionnaire seulement sur deux qui vont en retraite.

⁵ P. IBANDA KABAKA, Finances publiques et budget de l'Etat sous la LOLF. Introduction au droit budgétaire français, Paris, Edilivre, 2018, p. 36 et p. 127.

Cette diminution de l'offre des soins de santé est un facteur qui a fini par aggraver la situation des hôpitaux et des soignants français dans la prise en charge des malades atteints du coronavirus COVID 19 contrairement à l'Allemagne, un pays de taille économique et sociale comparable à la France, mais dont le secteur sanitaire a bien résisté face à cette pandémie parce que le matériel hospitalier (lits de réanimation, respirateurs, masques hospitaliers,...) y était de loin abondant par rapport à la France. En effet, en mars 2020, au début des hospitalisations liées au coronavirus COVID 19, la France comptait à peu près 5500 lits de réanimation au moment où l'Allemagne en avait plus ou moins 28000 ⁶. Cet écart différentiel sera décisif dans le nombre des malades pris en charge et ceux décédés dans les deux pays : contrairement à l'Allemagne, il y a plus des décès en France dans un rapport qui varie de 1 contre 20. Par ailleurs, dans les hôpitaux français, des milliers des personnels soignants ont été infectés par cette pandémie. Au niveau de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris, en sigle AP-HP, le 20 avril 2020, sur 100 000 salariés soignants, 4,3 % ont été infectés, soit près de 4275 agents⁷. Cela est énorme.

Au plan budgétaire, les gouvernants des Etats européens avaient plus les yeux rivés sur le cadre macroéconomique avec pour objectifs de contenir les déficits budgétaires et la dette publique dans les normes européennes, sans pour autant se soucier de la misère des populations dans certains quartiers et de l'état de l'équilibre écologique de leurs territoires.

Cependant, avec l'arrivée du coronavirus COVID 19 dans leurs économies, les divers gouvernements européens ont été obligés de prendre des mesures tendant à protéger les êtres humains au détriment de l'économie qui était considérée comme un facteur de risque.

⁶ Disponible sur <https://www.franceinter.fr/emissions/le-vrai-faux-de-l-europe/le-vrai-faux-de-l-europe-12-mars-2020>. [Consulté le 29 mai 2020].

⁷ «Au 20 avril, ce sont 4275 professionnels de l'AP-HP qui ont été ou sont atteints de Covid-19», a indiqué dans un communiqué l'AP-HP, disant se baser sur les informations transmises par ses équipes opérationnelles d'hygiène et ses services de santé au travail. Cela représente près de 4% des effectifs du groupe hospitalier, plus gros employeur d'Ile-de-France avec 100.000 salariés. Ces données «incluent les contaminations communautaires», c'est-à-dire extérieures à l'hôpital, et les contaminations «hospitalières», précise l'AP-HP, qui juge «la plupart du temps très difficile d'établir avec certitude la source de contamination d'un personnel». Disponible sur <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/pres-de-4-des-agents-de-l-ap-hp-ont-ete-infectes-par-le-coronavirus-20200423>. [Consulté le 30 mai 2020].

2.L'éruption de la pandémie du coronavirus COVID 19 comme déclencheur des politiques pro-humaines en Europe

Pour réaliser comment cette pandémie a permis l'instauration des politiques pro-humaines en Europe, il sera présenté les dégâts qu'elle a occasionnés (A) ainsi que la reconstruction de l'humain qu'elle engendre(B).

A. Les dégâts causés par la pandémie du COVID 19

La survenance de la pandémie relative au COVID 19 est une catastrophe mondiale qui vient d'entraîner une crise sociale et sanitaire sans pareille depuis la crise économique de 1929 aux dires de certains experts ou observateurs.

Ayant paralysé de nombreux secteurs économiques notamment le tourisme, la restauration, le transport aérien, l'hôtellerie, l'industrie aéronautique, la construction automobile, le système scolaire, cette crise engendrée par le COVID 19 impactera durablement la vie, l'économie et la santé dans plusieurs pays.

Sur le plan économique et industriel, plusieurs entreprises vont fermer car les jours de confinement ont fait rompre leur seuil de fermeture ; ce qui les a conduit au seuil de fermeture. N'étant plus en mesure de supporter leurs charges fixes, et étant dans l'incertitude de la reprise économique, elles finiront par la clé sous la porte. C'est triste mais c'est cela la réalité d'une crise économique.

En ce qui concerne l'emploi, il y aura des millions de nouveaux chômeurs en Europe à partir de décembre 2020 et en 2021 qui seront déversés sur le pavé par les entreprises qui vont faire faillite et celles qui, comme Renault et EasyJet, seront obligées de licencier dans des proportions énormes afin de se sauver de ce gouffre apocalyptique.⁸

Enfin, au plan de la santé et de la démographie, il convient de dire que depuis la seconde guerre mondiale qui a été la dernière grande hécatombe

⁸ Paulin IBANDA KABAKA, La gestion internationale de l'épidémie du coronavirus COVID 19 en 2020. Analyse des conséquences socio-économiques et juridiques d'une atteinte à la santé publique mondiale, 2020. (hal-02502421) et Paulin Ibanda Kabaka, 2020. "[La gestion internationale de l'épidémie du coronavirus COVID 19 en 2020. Analyse des conséquences socio-économiques et juridiques d'une atteinte à la santé publique mondiale](#)," Working Papers hal-02502421, HAL.

qu'a connue l'Europe, la pandémie du coronavirus COVID 19 constitue la plus grande épreuve sanitaire qui a tué de centaines de milliers de gens dans ce continent. Cette crise sanitaire va contribuer à la diminution de la population européenne tout en suscitant de centaines de milliers des personnes vivant avec handicap. En France, par exemple, à la date du 29 mai 2020, 28 802 décès ont été enregistrés au titre du COVID 19.

A ce stade, il convient d'examiner brièvement le débat autour de la chloroquine. Selon les médecins du courant marseillais qui en ont préconisé l'utilisation sous la supervision du professeur Didier RAOULT, ce médicament est efficace au début de la maladie. Ainsi, sur les milliers des patients qui se sont fait dépister et soigner auprès de ce centre hospitalier marseillais, moins de 100 en sont décédés. Néanmoins, certains chercheurs parisiens et étrangers sont opposés aux résultats du traitement obtenus par l'équipe du Dr Raoult et stigmatisent l'étude faite par ce dernier car réalisée sans groupe placebo. Pourtant la quasi-totalité des pays africains qui ont mis en place le protocole semblable à celui du professeur Raoult obtiennent des bons résultats deux mois après le début de cette pandémie dans ce continent. Dès lors, les médecins qui soutiennent les travaux effectués par le Dr Raoult ont contesté la validité de l'étude de The Lancet qui a conclu à l'inefficacité de la chloroquine dans le traitement des patients et a conduit l'OMS à suspendre les essais cliniques concernant l'hydroxychloroquine en mai 2020.⁹

Quant à la France, contrairement aux préconisations du Dr Raoult conseillant ce médicament dès l'apparition des symptômes, son gouvernement a instruit les hôpitaux d'utiliser le médicament chloroquine pour les soins aux stades avancés de la maladie. Comment obtenir des résultats dans ces circonstances ? C'est comme si on voulait aboutir à prouver l'inefficacité de ce médicament dès le départ. Selon plusieurs observateurs, la chloroquine serait combattue car elle ne coûte pas cher (presque 60 centimes la cure) et la pandémie du coronavirus COVID 19 est une opportunité qui permettrait aux laboratoires pharmaceutiques de se faire de marges bénéficiaires importantes en mettant en place un vaccin pour prévenir et un médicament pour soigner cette maladie.

Pour mettre en œuvre les mesures édictées dans le cadre de la lutte contre la pandémie notamment la distanciation sociale (se tenir à 1 mètre les uns des autres) et les mesures- barrières (ne pas se saluer avec les mains, tousser contre son coude, se laver régulièrement les mains avec

⁹ Chloroquine et coronavirus : l'étude publiée dans The Lancet est remise en question. Une centaine de scientifiques ont co-signé une lettre ouverte afin de soulever des incohérences dans l'étude sur la chloroquine publiée dans The Lancet, qui a abouti à son interdiction pour traiter le coronavirus en France. Disponible sur <https://www.linternaute.com/actualite/guide-vie-quotidienne/2489467-chloroquine-et-coronavirus-l-etude-publiee-dans-the-lancet-remise-en-question/>. [Consulté le 29 mai 2020].

du savon et porter un masque dans certains lieux publics et quand on est malade). Cependant, il a été constaté que les stocks et la production de ce matériel de santé étaient insuffisants notamment en ce qui concerne les masques. En effet, s'agissant des masques, ils étaient importés à l'étranger principalement en Chine¹⁰. Vu la difficulté de s'en procurer en Chine en pleine pandémie, il serait de bonne politique que de pouvoir en relocaliser la production afin de les produire à l'avenir en France et en Europe.

Malgré toutes ces polémiques autour des aspects préventifs et curatifs de cette pandémie du coronavirus, des efforts tendant à réhabiliter l'être humain dans les politiques économiques et sociales sont entrepris.

B. Reconstruire le capital humain en guise de solution à de telles crises sociétales

Pour faire face à cette pandémie, tous les gouvernements qui ont une obligation constitutionnelle et conventionnelle de protection de leurs populations ont pris les mesures recommandées par la situation. La France a décrété le confinement des populations du 18 mars au 11 mai 2020.

Ces mesures de confinement traduisent le souci des gouvernants de pouvoir protéger l'humain contre tous risques potentiels ou avérés à caractère sanitaire ou économique. Et ces mesures de confinement ont confirmé le primat de l'homme en tant que centre de l'économie comme cela est repris dans la déclaration de la Conférence sur le développement et la Terre de Rio de 1992.

A mon avis, la réforme de retraites votée en France en 2019 constitue une régression sociale, car étant trop libérale. Dès lors, il s'agit d'une politique publique qui ne cadre pas avec la période post COVID 19 et qui serait naturellement vouée aux gémonies. Ainsi, dans les esprits des compatriotes qui étaient trop stressés par cette pandémie, un statu quo en matière des retraites serait une bonne mesure.

¹⁰ Des mensonges en pagaille, des contre-vérités scientifiques, des livraisons en retard, des pistes d'approvisionnement méprisées et des soignants délaissés au profit des entreprises : depuis le début de l'épidémie du Covid-19, le gouvernement gère de façon catastrophique la question pourtant cruciale des masques. Cfr Yann PHILIPPIN et al., **LE FIASCO DES MASQUES FACE AU COVID-19, IN MEDIAPART DU 02 AVRIL 2020**. Disponible sur <https://www.mediapart.fr/journal/france/dossier/le-fiasco-des-masques-face-au-covid-19>. [Consulté le 28 mai 2020].

Par ailleurs, à quelque chose malheur est bon dit l'adage. Le patient zéro français découvert en Seine Saint Denis a été contaminé en décembre 2019. N'eut-été la grève des cheminots qui a neutralisé les transports en communs en Ile de France et à Paris de septembre 2019 à janvier 2020, la pandémie du COVID 19 se serait beaucoup répandue et aurait impacté la vie de beaucoup plus de gens.

Enfin des milliers des gens ont quitté la capitale Paris pour ce qui est de la France pour aller vivre à la campagne ou en provinces. Contrairement à la région parisienne où l'habitat est dense et où l'espace vital dans les immeubles est petit, facteurs favorisant une contamination de masse, le milieu rural offre de bonnes conditions de vie, loin de la promiscuité des grandes villes. Dès lors, il est mieux de vivre à la campagne ou dans des villes de tailles moyennes afin d'être à l'abri de telles pandémies qui risquent de réapparaître fréquemment. « Que change la pandémie à la situation des sans-papiers ? Le cas d'un groupe de travailleurs africains à Montreuil est selon Claire Lévy-Vroelant emblématique du déni de droits qui caractérise l'histoire récente des migrations en France. »¹¹

En outre, il est un secret de polichinelle si on dit que la population a été dépeuplée dans les principaux Etats européens. Considérant le nombre important de ceux qui vont devenir infirmes à cause de cette maladie, il est recommandé aux différents Etats notamment ceux qui ont besoin d'une main d'œuvre agile et moins cher pour faire tourner leurs économies (agriculture, nettoyage, sécurité, bâtiments et travaux publics, soins aux personnes) de pouvoir régulariser de dizaines de milliers d'immigrés clandestins qui sont présents dans leurs pays. Cette régularisation permettra d'anticiper la pénurie de main d'œuvre qui pointe à l'horizon.

Aussi, convient-il d'apprécier le geste financier fait par le gouvernement à l'endroit des différents salariés (soignants, policiers, gendarmes, fonctionnaires, ...) qui ont continué de fournir tous ceux qui étaient confinés en biens et services essentiels. Cette motivation financière est importante pour la redynamisation des ressources humaines après une dure crise sanitaire comme celle-ci. En outre, les gouvernements ont pris en charge les salaires des salariés des entreprises privées qui étaient fermées dans le cadre du confinement. La France a eu à indemniser jusqu'à près de 9 millions des salariés, soit le tiers des travailleurs français. Si on y ajoute les 5 millions des fonctionnaires, c'est la moitié des travailleurs français qui étaient pris en charge par le budget de l'Etat.

Cette prise en charge des salariés et des entreprises dont les crédits sont garantis par l'Etat a fait exploser la dette publique ainsi que les déficits

¹¹Disponible sur <https://www.metropolitiques.eu/Les-sans-papiers-au-risque-du-Covid-19.html>. [Consulté le 31 mai 2020].

budgétaires en dehors des critères définis par le Traité de Maastricht. Cet endettement massif des Etats européens lié à la pandémie du coronavirus COVID 19 vient rappeler que l'Etat est le seul agent économique qui ne saurait faire faillite et dont le rôle est déterminant pour faire face aux différentes crises tant économiques, financières, sanitaires que sociétales.¹²

Afin de prendre en charge toutes ces énormes dépenses publiques liées à la lutte contre le coronavirus COVID 19, notamment dans le financement des dépenses qui concernent le financement de la recherche sur les vaccins et l'obtention des médicaments curatifs, un effort fiscal sera certainement demandé à tous les citoyens, disons contribuables, en l'occurrence aux plus nantis. C'est aux différents gouvernements européens d'en déterminer les modalités et la nature. Durant une période qui peut aller jusqu'à dix ans, la TVA pourrait être augmentée de 2 % dans divers Etats et l'impôt sur la fortune pourrait être réinstauré sur sa formule initiale afin de financer la réduction des déficits et des dettes publiques suscités par cette pandémie.

Conclusion

Longtemps construites sur base de la conception libérale de l'économie, les politiques publiques des Etats européens avaient consacré la suprématie de l'économique sur le social.

Cependant avec la survenance de la pandémie relative au COVID 19, la mondialisation libérale a été stoppée. En effet, la relocalisation en Europe de plusieurs productions est envisagée et la réinstallation de l'homme au centre des politiques publiques devient un paradigme de réflexion tendant à soutenir la construction des futurs programmes économiques et sociaux.

A cet effet, il est recommandé de pouvoir régulariser la main d'œuvre oisive présente dans les économies européennes, d'augmenter la pression fiscale globale au titre de la TVA et celle sur le patrimoine des nantis et enfin, d'augmenter les moyens alloués au secteur sanitaire dans son ensemble.

¹² Lire à ce propos P. IBANDA KABAKA, Finances publiques et budget de l'Etat sous la LOLF. Introduction au droit budgétaire français, Paris, Edilivre, 2018, p. 39.

Table des matières

0. Introduction	1
1. Les effets du paradigme néolibéral sur le système socio-sanitaire	2
A. Le règne du libéralisme économique dans les politiques publiques en Occident.....	2
B. Impact négatif du libéralisme économique sur les politiques sociales en Europe	3
2. L'éruption de la pandémie du coronavirus COVID 19 comme déclencheur des politiques pro-humaines en Europe.....	5
A. Les dégâts causés par la pandémie du COVID 19	5
B. Reconstruire le capital humain en guise de solution à de telles crises sociétales	7
Conclusion.....	9
Table des matières	10